

Pédalons

Michel Husson, *Politis** n°1178, 24 novembre 2011



L'image du capitaine de pédalo affrontant la tempête que Jean-Luc Mélenchon a utilisé à l'encontre de François Hollande n'est sans doute pas politiquement correcte. Mais elle illustre bien la situation actuelle : l'Europe (et la France avec elle) est en train de s'enfoncer dans une crise sans fin. Elle se livre pieds et poings liés à la finance, y compris en plaçant ses chargés d'affaires à la tête des Etats. La souveraineté populaire est bafouée, et les peuples européens semblent promis à une spirale infernale de régression sociale.

Déclarer, comme l'a fait Hollande en juillet dernier, qu'il faut « rééquilibrer nos comptes publics dès 2013 (...) pas pour céder à je ne sais quelle pression des marchés ou des agences de notation mais parce que c'est la condition pour que notre pays retrouve confiance en lui », c'est ne pas prendre la mesure de la crise. Il aurait pu avancer l'idée qu'en cas de victoire en 2013 du SPD et des Verts en Allemagne, il négocierait d'autres modalités de financement des dettes en Europe, et même avancer une sorte de programme commun. On a le droit de rêver, mais il faut avouer que c'est difficile quand on voit comment Zapatero et Papandreou se sont couchés devant la finance.

Cette crise appelle des réponses radicales. Les choses se sont décantées et on voit plus clairement aujourd'hui, au-delà des débats ultra-techniques, les trois pistes permettant de se dégager de l'emprise de la finance. La première est la monétarisation de la dette, autrement dit l'achat par la Banque centrale des titres de la dette publique. Ce serait mieux au niveau européen, mais cela peut se faire au niveau national. Il y a d'ailleurs d'autres modalités possibles : emprunt forcé, taux minimum de détention des obligations du Trésor par les banques, etc. La deuxième piste est l'annulation des dettes illégitimes, et d'abord des créances toxiques qui pèsent sur les collectivités. Ces mesures conduisent logiquement à une troisième piste, qui est la socialisation des banques de manière à mettre à plat la montagne de dettes qui s'est accumulée. Ces trois orientations forment un tout cohérent, qui s'oppose point par point aux trois dogmes eurolibéraux qui nous emmènent - sous nos yeux atterrés - à la catastrophe : 1) refus obstiné d'admettre l'inévitabilité des défauts ; 2) projet baroque de titrisation des dettes publiques via le Fonds Européen de Solidarité Financière ; 3) recapitalisation des banques sur fonds publics. On vérifie ainsi que les débats techniques opaques recouvrent des choix sociaux et politiques fondamentaux.

Dans une interview datant de 2008, où il était interrogé sur le partage salaires/profits, Hollande répondait : « La gauche ne peut s'intéresser à la seule répartition. Elle doit régler l'insuffisance de création de la richesse » et il évoquait « une politique économique de gauche pour relever le taux de croissance ». Là encore, c'est passer à côté de la cause profonde de la crise et d'une exigence immédiate : réparer les dégâts du néolibéralisme. Toute politique de gauche devrait prendre des mesures immédiates sur le pouvoir d'achat, sur l'emploi et sur la protection sociale. L'enjeu est d'obtenir un large soutien à cette politique de rupture : en améliorant concrètement les conditions d'existence du plus grand nombre en France ; et en prenant unilatéralement des mesures allant à l'encontre de l'eurolibéralisme, mais au nom d'un projet de refondation que l'on propose à l'ensemble des peuples européens.

* *Politis* a cru bon de changer ce titre pour celui-ci : « Hollande et la crise »